

Chronique

Par Pierre Jacquot,
président du SVIT Romandie



Plus de logements abordables, mais à quel prix?

Le 9 février, les citoyennes et citoyens suisses sont appelés aux urnes pour se prononcer sur l'initiative «D'avantage de logements abordables». Sous une intention louable, celle-ci dissimule un projet contre-productif, qui engagerait le pays dans une mauvaise direction.

En effet, le texte prévoit d'imposer un quota d'au moins 10% de logements d'utilité publique sur les nouvelles constructions, à l'échelle nationale. Un chiffre qui serait gravé dans le marbre et appliqué sans tenir compte des réalités locales très variables. Et encore moins de la demande

réelle: il serait effectif quand bien même il n'y aurait aucun besoin de logements de ce type. Une démarche rigide et, in fine, absurde.

«L'application de l'initiative nécessiterait la mise en place d'un nouvel appareil de surveillance»

De plus, son application nécessiterait la mise en place d'un nouvel appareil de surveillance. Une complication administrative et bureaucratique supplémentaire dont le secteur se passerait volontiers, et qui engendrerait immanquablement des coûts pour la collectivité. Tout comme le droit de préemption que l'initiative prévoit d'accorder aux communes et aux cantons.

Dans le même temps, l'indice Swiss Real Estate Offer, publié récemment par Immoscout24 et CIFI, indique que les loyers des appartements mis en location en Suisse ont baissé

de 0,5% en moyenne en 2019, et de 1,1% dans la région lémanique. Une preuve supplémentaire que le marché peut se réguler sans mesures coercitives.

Pour toutes ces raisons, le SVIT ajoute sa voix à celles du Conseil fédéral, de la majorité du parlement et des acteurs économiques concernés, et recommande de rejeter cette initiative mal dirigée, qui apporte une réponse totalement inadaptée à la réalité du marché immobilier en Suisse.

www.svit-romandie.ch